

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 34

Avril 2012

Editorial

Un an après les révolutions arabes et alors que le Sénégal et le Mali viennent de nous donner à voir à la fois le meilleur et le pire des scénarios politiques, la question des liens entre démocratie et développement retrouve toute son acuité. Dans la littérature économique des vingt dernières années, l'attention s'est beaucoup portée sur la relation entre la qualité des institutions démocratiques (ce qu'il est convenu d'appeler la bonne "gouvernance") et la croissance. Dans l'ensemble, l'idée qu'une bonne gouvernance est favorable à la croissance fait l'objet d'un large consensus, même si des travaux récents défendent l'idée d'une causalité allant non pas de la bonne gouvernance à la croissance, mais plutôt de la croissance à la bonne gouvernance. DIAL fait partie des centres de recherche pionniers sur ces questions en ayant, dès l'année 1995, réalisé des enquêtes sur la gouvernance et la démocratie à Madagascar. Cet effort de collecte de données a alimenté plusieurs travaux de recherche originaux dont ce numéro fait la synthèse. Il donne également un aperçu de la façon dont cet investissement statistique sera poursuivi dans un proche avenir. Il présente enfin les tout premiers résultats d'une enquête sortie des urnes réalisée simultanément aux Etats-Unis et en France auprès de migrants sénégalais, lors du premier tour des élections présidentielles de leur pays d'origine.

La relation entre qualité des institutions démocratiques et croissance, si elle existe, passe très probablement par la stabilité politique que de bonnes institutions favorisent. Ce qui est vrai pour les Etats l'est probablement également pour les petites entités que sont les centres de recherche. DIAL n'échappe pas à cette règle : c'est parce que ses dirigeants successifs ont su maintenir la qualité de l'environnement matériel et intellectuel que DIAL occupe aujourd'hui une place éminente dans le paysage de la recherche en économie du développement en France et continue d'attirer à lui de nouveaux chercheurs. La création de l'UMR, en 2010, a été une étape importante de ce développement. A l'origine Jean-Marc Siroën, pour l'université Paris Dauphine (UPD) et Xavier Oudin, pour l'IRD, ont assuré en tandem la direction de l'unité et ont fait en sorte que la transition depuis l'ancien statut de DIAL (unité de recherche de l'IRD et groupement d'intérêt économique) vers le nouveau s'effectue en douceur. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés. Depuis janvier 2012, une nouvelle direction a pris la relève : Flore Gubert, pour l'IRD et Philippe De Vreyer, pour l'UPD occupent respectivement les postes de directrice et directeur adjoint. Leur première priorité sera de gérer l'évaluation de l'UMR par l'Agence d'Evaluation de la Recherche Scientifique (AERES) qui doit intervenir à l'automne prochain. L'exercice sera l'occasion de faire le bilan sur cinq années de recherche scientifique dédiée à l'étude des questions de développement économique et d'identifier de nouvelles directions de recherche. Leur seconde priorité sera d'épauler Xavier Oudin dans le pilotage du programme NOPOOR (*Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty*) qui a officiellement démarré le 1er avril 2012. Ce projet financé par la Commission européenne dans le cadre du programme SSH (Social Sciences and Humanities) du 7ème PCRD associe 19 partenaires dont 10 institutions de pays émergents ou en développement pour une durée de 5 ans.

Philippe De Vreyer et Flore Gubert



DIALOGUE
est une publication
semestrielle de DIAL
éditée à 1.500 exemplaires
en français et en anglais.

Formule d'abonnement
gratuit disponible sur notre site
www.dial.prd.fr

Directeur de publication :
Michel Laurent
Rédacteurs en chef :
Flore Gubert
Philippe De Vreyer
Mise en page :
Coryne Ajavon
Danielle Delmas
Conception graphique :
www.iAntal.com

N°ISSN : en cours
UMR DIAL 225
Institut de Recherche pour le
Développement
Université Paris-Dauphine



Gouvernance démocratique dans les pays en développement : DIAL, six ans plus tard

La consolidation des institutions démocratiques est depuis toujours un enjeu majeur dans les pays en développement (PED). Les économistes ne l'ont toutefois considéré que récemment comme une dimension à part entière de leur programme de recherche. Les printemps arabes sont venus confirmer l'urgente nécessité de s'y atteler, conduisant les institutions internationales, y compris la Banque mondiale, à le reconnaître officiellement (Zoellick, 2011). DIAL a été un des pionniers dans ce domaine, en investissant ce front, notamment à travers la réalisation d'enquêtes spécifiques sur la gouvernance et la démocratie (la première à Madagascar en 1995), dont l'expérience internationale a été présentée dans cette même revue en 2006 (voir *Dialogue* N° 24). Dans cet article nous faisons une synthèse de nos principales contributions à ce champ de recherche depuis cette date. Nous nous centrerons sur trois axes principaux : la question électorale ; l'analyse de la corruption et de la confiance dans les institutions ; la mesure statistique et les enquêtes.

Traditionnellement, le lien entre gouvernance démocratique et développement a été étudié au niveau macro-économique, à partir de données pays (en coupe ou en panel). Nous avons par exemple montré dans une étude récente que les élections ne sont pas toujours gage de réforme dans les PED (Chauvet et Collier, 2009). La qualité des élections, leur fréquence et le cycle politique sont également des facteurs essentiels pour comprendre l'impact des élections sur les chances de réforme, notamment dans les environnements institutionnels les plus fragiles. Néanmoins, pour lever les critiques récurrentes portées à ce type d'économétrie sur données transversales, les travaux adoptant une approche *micro-économique* et *comparatiste* se sont multipliés au cours des dernières années, profitant de la mise à disposition de données d'enquêtes individuelles originales. C'est dans cette veine que s'inscrivent l'essentiel de nos recherches.

1. L'enjeu de la participation politique dans les pays du Sud

Les élections sont la principale technologie de la démocratie et la plupart des pays en développement tiennent aujourd'hui des élections de manière régulière. La tenue de ces élections n'est pourtant pas gage de stabilité politique. Les années récentes ont en effet tristement illustré les risques associés aux lendemains déçus des candidats aux élections présidentielles. Les jeunes démocraties doivent assurer la transparence des élections, lutter contre les dérives illégales (achats de voix, intimidations), éviter l'instrumentalisation ethnique. Autant de défis qui met-

tent en danger le processus de consolidation. Un effort de recherche a été mené à DIAL pour comprendre les déterminants de la participation politique au Sud, dans des contextes institutionnels variés, tout particulièrement au Mali et au Ghana (deux jeunes démocraties en phase de consolidation), à Madagascar (un pays marqué par des crises politiques récurrentes) et au Vietnam (un régime à parti unique). Cette diversité montre, si besoin en était, qu'il n'existe pas de trajectoires ni de recettes uniques des processus de démocratisation à l'œuvre.

La participation politique dans une jeune démocratie : quel rôle joue la migration ?

Le Mali a entamé sa transition démocratique au début des années 1990 et demeure à ce jour un des succès de la démocratisation en Afrique. Toutefois, sa fragilité s'illustre par de très faibles taux de participation aux élections nationales et communales (à peine plus de 30 %)¹. Une étude récente menée à DIAL met en évidence la trajectoire positive sur laquelle se trouvait le Mali entre 1998 et 2009 dans la consolidation de sa démocratie (Chauvet et Mercier, 2012). En effet, chaque scrutin signifie une participation plus importante au scrutin suivant : l'approfondissement de la démocratie semble donc être en marche. De même, le Mali se caractérise par une profusion de petits partis politiques et par la domination du parti historique de l'ADEMA (Alliance pour la Démocratie au Mali), signes à la fois de son dynamisme et de sa fragilité. Toutefois, le taux de participation aux différents scrutins que nous avons étudiés semble être plus important dans les communes où de nombreuses listes/candidats étaient représentés. Notre analyse suggère également que l'éloignement des axes routiers est un facteur de démobilisation aux élections. Cette étude ne nous a pas permis de mettre en évidence des relations robustes entre la participation au vote et le niveau d'éducation ou le revenu.

Le cœur de notre analyse porte sur la relation entre migration et participation au vote. Le Mali se caractérise par une longue tradition de migration vers les autres pays de l'Afrique de l'Ouest et la France, notamment. La migration peut influencer le comportement de vote de différentes manières. Pour reprendre la terminologie d'Albert Hirschman's *Voice – Exit – Loyalty*, l'émigration (*'exit'*) permet d'augmenter le pouvoir de négociation des plus productifs

1 A l'heure où nous écrivons ces lignes, la fragilité du processus est dramatiquement confirmée par le coup d'Etat en cours des militaires.

('voice'). La diaspora peut aussi soutenir des groupes politiques ou des mouvements sociaux ('voice').

Par ailleurs, les migrants de retour reviennent enrichis de leur expérience à l'étranger et sont une source potentielle de nouvelles pratiques et idées. Le rôle des migrants de retour dans la vie politique du pays d'origine nous intéresse particulièrement. Notre analyse suggère en effet que les communes présentant une forte présence de migrants de retour tendent à avoir des taux de participation plus élevés que les autres, et ce quelle que soit l'élection que nous considérons. Il semble donc que le retour de migration soit associé à une consolidation de la démocratie dans le cas du Mali.

Désenchantement et recul de la participation politique à Madagascar

Madagascar présente de nombreux points communs avec le Mali. La transition puis la consolidation démocratique ont été également amorcées au début des années 1990, puis poursuivies durant une décennie (Roubaud, 2000). Depuis 2001, leurs trajectoires divergent, Madagascar ayant souffert de deux crises politiques majeures, la dernière, engagée en 2009, n'étant toujours pas résolue. La comparaison des résultats des deux vagues successives d'enquêtes *Afrobaromètre* (2005 et 2008) a offert, pour la première fois, la possibilité de mesurer concrètement les changements perçus et vécus par la population en termes de gouvernance démocratique entre ces deux dates (Razafindrakoto *et alii*, 2008). Ainsi, les Malgaches se montrent toujours très attachés au respect des libertés démocratiques que sont la liberté d'expression, la liberté d'organisation et la liberté de la presse. Ces attitudes, déjà exprimées en 2005, semblent se renforcer en 2008. De plus, les Malgaches sont aussi massivement attachés aux principes généraux du fonctionnement démocratique (rejet du parti unique, de la concentration excessive des pouvoirs ou de l'intervention de l'armée). Néanmoins, au-delà des principes, la population se montre circonspecte sur le fonctionnement effectif de la démocratie. Si elle se considère plutôt satisfaite des libertés réelles dans le pays, environ un quart des Malgaches se déclare « *pas du tout* » ou « *pas très libre d'exprimer son opinion* ». Parallèlement, une proportion similaire indique que le type de gouvernement importe peu, ce qui traduit une forme de désenchantement vis-à-vis du pouvoir politique. Enfin, même ceux qui reconnaissent que les principes démocratiques sont appliqués se plaignent souvent que la démocratie est loin d'être parfaite. Cette insatisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique va de pair avec une confiance limitée dans les institutions politiques.

Il en ressort un certain découragement qui conduit les Malgaches à manifester un faible intérêt pour la

politique et à limiter leur participation dans ce domaine. A peine plus d'un Malgache sur deux dit s'être réuni avec d'autres pour résoudre un problème au cours de l'année passée et moins de 10 % ont contacté un homme politique à ce sujet. Enfin, moins de 3 % reconnaissent avoir participé à une manifestation ou à une marche de protestation. Toutes ces formes de participation ont reculé depuis 2005, marquant un retrait relatif des Malgaches de la vie politique. Ainsi, on constate en 2008 des points de vue plus critiques de la population concernant la situation économique, le sentiment d'une moindre liberté d'expression ainsi qu'une opinion plus mitigée sur le fonctionnement démocratique ; autant de facteurs qui ont joué sur la genèse de la crise politique de 2009 à Madagascar, et qui montraient de façon prémonitoire les dérives du pouvoir du Président déchu Ravalomanana, à l'heure où la communauté internationale continuait à l'encenser.

La démocratie participative au Vietnam : un diagnostic mitigé

A la différence de la plupart des autres PED, il n'existe pas de société civile juridiquement indépendante du pouvoir politique au Vietnam. L'ensemble des associations sont ainsi tenues d'adhérer au Front de la Patrie. Néanmoins, ces associations disposent dans la pratique d'une certaine autonomie d'action dont les contours évoluent en permanence et au cas par cas. D'ailleurs, il n'est pas clair que la participation de la population soit moindre au Vietnam comparé à d'autres PED aux régimes politiques plus libéraux (Cling *et alii*, 2009). D'une part, en dépit du principe officiel du « centralisme démocratique », la nature extrêmement décentralisée du régime assure un réel pouvoir de décision aux échelons politiques locaux constitués par les comités et les conseils populaires fonctionnant aux différents échelons (provinciaux, de district et communaux) de la structure administrative. S'appuyant sur une légitimité historique encore prégnante issue de la période de guerre (foisonnement d'initiatives à la base), ces derniers jouissent d'une forte autonomie et le pouvoir central rencontre bien des difficultés à imposer ses vues. D'autre part, la consultation de la population par ces pouvoirs locaux est tout à fait exceptionnelle pour des pays de développement comparable. Certes encadrées, les populations ont de multiples occasions de faire entendre leur voix. Ainsi, à titre d'illustration, le programme P135, un vaste programme de réduction de la pauvreté à destination des minorités ethniques, met l'accent sur l'importance de la participation des populations. Un dispositif d'enquêtes *ad hoc* a été mis en œuvre pour l'évaluation de ce programme : la moitié des ménages concernés déclare avoir été consultée sur ce programme et les deux tiers d'entre eux disent qu'ils sont satisfaits des résultats (Le Dang Trung *et alii*, 2008).

Ce diagnostic positif doit toutefois être nuancé. L'analyse approfondie du processus participatif du programme P135 soulève des interrogations sur les possibilités réelles pour la population d'influer sur les prises de décisions, au-delà des principes affichés (Culas *et alii*, 2012). L'enquête révèle par exemple un décalage massif entre les déclarations de la population et celles des responsables communaux. Ces derniers affirment que 90 % des ménages sont consultés et participent activement. De plus, les modalités de cette participation, comme le vote à main levée, la séquence du tour de parole lors de ces réunions (les responsables donnent d'abord leur avis, ce qui rend risquée toute prise de position divergente), font jouer la pression sociale, ce qui limite les effets bénéfiques de cette participation, et bien sûr change le diagnostic que nous renvoient les chiffres bruts. Il est donc nécessaire d'aller au-delà des chiffres pour analyser la situation réelle.

Elites politiques, enjeux électoraux et allocation territoriale des biens publics au Ghana

Le Ghana est un autre des rares exemples africains où s'observe une alternance politique par les urnes. Dans un travail portant sur le début de la démocratisation du pays, à savoir la période 1996-2004, nous nous demandons si les enjeux électoraux gouvernent l'allocation des biens publics à l'échelle locale (André et Mesplé-Somps, 2011). Traditionnellement, les modèles d'économie politique portant sur les démocraties occidentales testent deux thèses alternatives : soit les circonscriptions où les scrutins sont les plus disputés sont celles qui bénéficient des transferts publics les plus importants - afin de faire pencher le vote en faveur du parti au pouvoir ; soit ce sont les zones fortement favorables au parti au pouvoir qui en bénéficient en signe de reconnaissance du soutien historique (comportement de patronage électoral). Nos travaux rejettent dos-à-dos ces deux prédictions dans le cas ghanéen. Ainsi, durant la présidence de Jerry Rawlings, ce sont les districts votant majoritairement pour le parti de l'opposition qui ont bénéficié le plus de biens publics. Plus précisément, ce sont les fiefs électoraux de leaders politiques d'opposition qui sont les plus favorisés. Nous expliquons un tel résultat par le fait que durant cette époque, le Ghana était toujours une jeune démocratie où perduraient des pratiques de la période dictatoriale antérieure (Rawlings, après avoir dirigé le pays de manière non-démocratique, fut également le premier président élu démocratiquement). Par crainte d'une non-acceptation du jeu électoral, voire d'un coup d'état, le gouvernement en place a préféré s'entendre avec les leaders charismatiques de l'opposition et acheter la paix en distribuant des fonds publics dans leur circonscription.

2. Corruption et confiance dans les institutions

La maîtrise de la corruption est aujourd'hui au cœur des politiques de développement, au point qu'elle se confond parfois avec le champ plus vaste de la gouvernance, dont elle ne constitue pourtant qu'un aspect. Il n'est pas un pays où la corruption n'est pas un argument-clef du débat politico-économique et, partant, des luttes de pouvoir et des alternances. Simultanément, les chercheurs se sont saisis de la question (pour une synthèse voir Rose-Ackerman, 2006). Parallèlement, la confiance (interpersonnelle ou dans les institutions) est aujourd'hui considérée comme un facteur décisif de la consolidation de la démocratie². Les deux phénomènes sont liés et le rôle joué par la corruption est à ce titre primordial. En sapant la confiance dans les institutions, la corruption a un effet pervers à long terme sur le fonctionnement des institutions politiques. Plusieurs travaux de DIAL se sont attachés à creuser ces questions.

Explorer les déterminants de la petite corruption...

Un article propose d'explorer les mécanismes microéconomiques sous-jacents à la corruption à partir des enquêtes *Afrobaromètre* réalisées en 2005 dans dix-huit pays d'Afrique Sub-saharienne, réseau auquel les auteurs appartiennent (Lavallée *et alii*, 2010). Il étudie un type de corruption particulier, la petite corruption bureaucratique. Elle désigne le fait de verser des pots-de-vin aux petits fonctionnaires dans l'espoir de recevoir un traitement de faveur (obtenir une licence dont le nombre est rationné), d'accélérer les procédures administratives (*facilitation payments, speed money*) ou de contourner les taxes et les réglementations (Rose-Ackerman, 2006). Plus précisément, l'article cherche à répondre aux questions suivantes : quels sont les individus les plus enclins à recourir à de telles pratiques ? A qui demande-t-on des pots-de-vin ? Qui en paye ? Cette distinction entre sollicitation et paiement est rarement effectuée dans la littérature. Elle permet de tester si, comme le suggèrent de nombreux modèles théoriques (Kaufmann et Wei, 1999 ; Lui, 1985), les fonctionnaires ciblent leurs victimes en fonction de leur capacité à payer. Un tel argument sous-tend que les plus riches, les personnes qui ont un emploi ou encore celles qui affichent la plus grande tolérance vis-à-vis de la corruption devraient être celles qui se voient demander le plus de pots-de-vin. Les résultats obtenus sont intéressants à plusieurs titres, certains confortant la littérature existante, essentiellement théorique ou

² *Le rôle déterminant de la confiance (trust) n'est pas spécifique aux PED. On peut se référer aux travaux d'Algan et Cahuc (2008) pour le cas français, et la critique qui en a été faite (Rodriguez et Wachsberger, 2009).*

basée sur une approche pays et sur les indicateurs de perception de la corruption, d'autres la contredisant. Ils confirment un comportement particulier des femmes vis-à-vis de la corruption, conformément à nombre d'études antérieures sur cette question. En effet, elles sont moins disposées à verser des pots-de-vin en cas de problème potentiel avec l'administration et ont moins de chance de verser des paiements indus lors de leurs contacts avec les services gouvernementaux. En revanche, les attaches communautaires (ethniques ou religieuses) ne jouent pas un rôle déterminant dans le phénomène corruptif. Cet article infirme aussi la thèse de « l'huile dans les rouages » de l'administration selon laquelle la corruption a un impact positif en permettant d'accéder à des services publics autrement inaccessibles. Notre étude souligne enfin que la perception de la corruption et le fait d'avoir déjà été victime de ce phénomène sont des facteurs importants du recours mais également des attitudes vis-à-vis de la corruption.

...et ses conséquences sur la confiance dans les institutions et les performances du secteur informel

Dans la même veine, nous avons analysé les conséquences de la corruption sur la confiance dans les institutions politiques en Afrique à partir des vagues 2 et 3 des enquêtes *Afrobaromètre* (Lavallée, 2006 ; Lavallée *et alii*, 2008). Plus précisément, nous testons une conséquence de la théorie de l'« huile dans les rouages » mentionnée plus haut : si la corruption est vue positivement comme un moyen de bénéficier des services publics, la confiance que les citoyens leur accordent devrait s'en trouver renforcée. Nos résultats infirment clairement cette théorie. Ils montrent que la corruption réduit la confiance et ce quelle que soit la qualité des services gouvernementaux. Ils suggèrent toutefois que l'expérience et la perception de la corruption ont des effets distincts sur la confiance institutionnelle.

Enfin, nos travaux explorent également les liens entre la corruption et le secteur informel en Afrique Sub-saharienne (Lavallée et Roubaud, 2011). A la fin des années 1990 et au début des années 2000, les liens entre la corruption et l'économie informelle ont été beaucoup analysés. Depuis l'article de Johnson *et alii* (1997), il est largement reconnu que la corruption et l'économie informelle vont de pair. La plupart des études réalisées sur ce sujet s'inscrivent dans un contexte particulier, la transition des économies socialistes vers l'économie de marché, ce processus s'étant accompagné d'une croissance des activités informelles. Il était donc de première importance de comprendre pourquoi les entreprises dissimulaient tout ou une partie de leurs activités. Notre étude vise à étendre ce type d'analyse au contexte africain car le

secteur informel y est un moteur essentiel de l'activité économique et la corruption y est endémique. Pour ce faire, nous mobilisons une base de données originale recueillant l'ensemble des *enquêtes 1-2-3* réalisées dans les sept capitales économiques de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine entre 2001 et 2003. Plus précisément, nous utilisons les données de la phase 2 réalisée auprès d'un échantillon représentatif de chefs d'unités de production informelles. Cet article vise à étudier les raisons pour lesquelles les entreprises choisissent d'être informelles, leur exposition à la corruption, et les conséquences de la corruption sur leurs performances. Notre analyse des déterminants de la corruption montre que les mécanismes en jeu dans le secteur informel sont les mêmes que ceux qui ont été mis en exergue dans le secteur formel. Les entreprises les plus grandes en général et les firmes du secteur des transports en particulier ont plus de risque d'être affectées par la corruption. Plus encore, nos résultats suggèrent que la corruption réduit fortement les performances des entreprises.

La petite corruption au Vietnam : mesurer et analyser pour contribuer à lever les tabous

En collaboration avec l'équipe de *Transparency International*, les données collectées au Vietnam pour la construction de l'indicateur *Global Corruption Barometer* ont été analysées en menant à la fois des comparaisons temporelles (2008-2010) et spatiales (avec d'autres pays d'Asie). Ainsi, pour la première fois au Vietnam, les résultats d'une enquête auprès de la population sur la corruption ont fait l'objet de présentations publiques. Ils révèlent un point de vue mitigé de la population : l'incidence de la petite corruption est plus forte au Vietnam (notamment dans les services de santé) comparée au pays voisins, et les vietnamiens considèrent que ce phénomène est en augmentation ; toutefois, ils reconnaissent l'effort des autorités pour lutter contre ce fléau et ils sont plus enclins à se déclarer prêts à y participer (Razafindrakoto, Roubaud et Salomon, 2011).

Parallèlement, l'analyse des données d'une enquête sur l'intégrité et la corruption chez les jeunes à l'échelle nationale est riche d'enseignements. Cette étude constitue une base pour l'élaboration et le suivi de politique à destination des jeunes pour la promotion de l'intégrité, l'éducation et la sensibilisation sur la corruption (Dang Giang *et alii*, 2011). Parmi les résultats marquants issus de cette enquête, on constate un hiatus entre l'importance accordée à la notion d'intégrité d'un point de vue conceptuel et le comportement des jeunes quand ils sont confrontés à la corruption. Ainsi, près de 90 % d'entre eux considèrent globalement que la corruption est inacceptable, mais 32 % estiment qu'il est normal de « payer un

pot-de-vin à un personnel hospitalier pour avoir accès à un meilleur traitement », auxquels s'ajoutent 13 % de jeunes qui reconnaissent le caractère problématique d'une telle pratique mais qui la considère acceptable. Plus les jeunes avancent en âge, plus ils sont « accommodants » avec les principes moraux normatifs et la corruption au quotidien. L'enquête révèle également que les jeunes sont plus vulnérables à la corruption comparés aux adultes, en particulier dans des situations engageant leur avenir professionnel. 38 % des jeunes sont prêts à payer un pot-de-vin pour pouvoir entrer dans une école renommée ou pour accéder à un emploi.

3. Poursuivre l'effort de collecte de données et d'innovations méthodologiques

DIAL continue à développer des instruments statistiques susceptibles d'améliorer les méthodes de suivi et d'évaluation de la démocratie et de la gouvernance dans les PED, en lien avec la pauvreté et les conditions de vie de la population. Cette expérience a fait l'objet de plusieurs publications d'ordre méthodologiques (Razafindrakoto et Roubaud, 2006 ; Herrera *et alii*, 2007 & 2008). Le bien-fondé de cette démarche pionnière, initiée dès les années 1990, s'est vu conforté par la reconnaissance internationale, notamment dans le cadre des travaux de la Commission Stiglitz *et alii* (2009) et du programme *Mesurer le progrès* (OCDE, 2011). Il nous est d'emblée apparu que les bases de données internationales essentiellement alimentées par des dires d'experts (en général du Nord) et qui ont proliféré ces dernières années, ne pouvaient se substituer à des enquêtes représentatives relayant la voix des citoyens du Sud. Pire, dans un article qui met en regard les deux points de vue à propos de la corruption en Afrique (Razafindrakoto et Roubaud, 2010)³, nous montrons que les premières donnent une image déformée et dégradée des secondes, avec des conséquences dramatiques en matière d'allocation de l'aide ou d'orientation des IDE.

Les activités de DIAL dans ce champ s'organisent autour de quatre types d'opérations : greffe de modules sur la démocratie et la gouvernance dans les enquêtes statistiques officielles auprès des ménages, notamment les *enquêtes 1-2-3* ; réalisation d'enquête socio-politiques dans le cadre du réseau *Afrobaromètre* ; élaboration d'enquêtes *ad hoc* et innovantes liées à des programmes de recherche spécifiques ; mobilisation et appariement de bases de données socio-économiques et politiques existantes.

Sur le premier front, les travaux de collecte et de consolidation méthodologique se sont poursuivis, en élargissant le champ géographique couvert. A ce jour

et en partenariat systématique avec les Instituts nationaux de Statistique, ces modules ont été mis en œuvre dans une quinzaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie (Vietnam). Certains pays ont décidé d'institutionnaliser ces modules, comme au Bénin, à Madagascar, au Mali et surtout au Pérou, qui constitue le modèle le plus abouti de cette démarche. L'expérience vietnamienne est particulièrement instructive sur ce plan. Les chercheurs de DIAL, en association avec la Banque mondiale dans ce pays, ont contribué à la conception d'un module spécifique sur la gouvernance greffé en 2008 à l'enquête *Vietnam Household Living Standard Survey* (VHLSS), portant sur un large échantillon de ménages, réalisé par l'Office Général des Statistiques du Vietnam, sous les auspices du Ministère du Plan de l'Investissement. Dans un contexte *a priori* peu propice, le travail de plaidoyer, l'expérience internationale et un partenariat équilibré et transparent ont eu raison des réticences. Néanmoins, le combat n'est jamais définitivement gagné, puisque dans le cas d'espèces les résultats de l'enquête n'ont toujours pas été publiés ni les données rendues accessibles.

Sur le deuxième front, DIAL est depuis 2005 membre du réseau international *Afrobaromètre* et en charge de la réalisation des enquêtes à Madagascar. Ce réseau, qui inclut aujourd'hui une vingtaine de pays africains, a pour objectif de mesurer et d'analyser l'évolution du point de vue des citoyens sur la gouvernance, la démocratie, la société civile et les réformes économiques, à travers une série d'enquêtes auprès des ménages, représentatives au niveau national. Initiées à la fin des années 1990, ces enquêtes vont être reconduites pour la quatrième fois en 2012. Outre la coordination des enquêtes à Madagascar (2005, 2008 et 2012), DIAL participe à l'animation scientifique du réseau, notamment à travers la formation de chercheurs africains francophones, réalisée à l'occasion d'écoles d'été thématiques (2007 et 2009).

La troisième voie consiste à réaliser des enquêtes plus spécifiques sur des thématiques ciblées. Ainsi à titre d'exemple, DIAL a contribué à la mise en place d'une méthodologie originale d'enquête auprès des jeunes (et d'un groupe témoin d'adultes) pour élaborer des indicateurs liés à corruption et la notion « d'intégrité » à travers les valeurs, les perceptions et les pratiques des individus (Giang *et alii*, 2011). L'enquête (*Youth Integrity Survey*) mise en œuvre à titre pilote au Vietnam en 2010, en collaboration avec des ONG locales a pour vocation à être répliquée dans d'autres pays à l'instigation de *Transparency International*. Cette extension doit se faire pour commencer dans quatre pays asiatiques (Corée du Sud, Fidji, Indonésie et Sri Lanka) dès cette année. La collaboration de DIAL avec *Transparency International* et d'autres institutions (comme l'*Oslo Governance Center* du PNUD) va au-delà des simples réalisations et

³ Ce papier a reçu le prix du meilleur article de sciences politiques sur l'Afrique 2010 décerné par l'*African Political Conference Group*(APCG).

analyses d'enquêtes ponctuelles, notamment à travers la participation aux réflexions collectives sur les méthodologies et les politiques.

Enfin, le dernier front consiste à compiler des données existantes dans des champs habituellement déconnectés (par exemple, les recensements de population avec les résultats électoraux) et de les mettre en relation. Ainsi le champ des travaux de géographie électorale, initié à Madagascar dans la seconde moitié des années 1990 (Roubaud, 2000), ont pu être étendus à un niveau encore plus fin (communal) au Mali et au Ghana (cf. les études de Chauvet et Mercier, et d'André et Mesplé-Somps mentionnées plus haut).

Sur tous ces fronts, les activités de DIAL intègrent systématiquement des composantes de formation d'étudiants, de chercheurs et de spécialistes des pays d'intervention, de renforcement des institutions (essentiellement publiques), tandis qu'un effort particulier est accordé à la diffusion des résultats de recherche auprès d'un large public (par des conférences et des publications officielles), afin de contribuer au développement du débat démocratique sur ces questions ; voir par exemple Kuépie *et alii* (2009) pour le Mali et Herrera (2010) pour le Pérou et les pays andins.

Conclusion : quelles perspectives de recherche ?

L'économie politique du développement restera au cœur des travaux de recherche menés à DIAL dans les prochaines années. Ils s'inscrivent dans le cadre de plusieurs programmes déjà engagés ou à venir. Parmi ceux-ci, nous en mentionnerons trois.

Dans le cadre du projet *Polecomi (POLitical ECOnomy of Migration)* financé par l'ANR, nous nous intéressons à la manière dont la migration influence la vie politique et l'émergence des élites politiques dans deux pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal et le Mali. Plus précisément, nos recherches tenteront d'identifier le transfert de normes démocratiques par les migrants à leurs villages d'origine. *Polecomi* vise également à explorer l'influence de la gouvernance des communes sur les inégalités intra-communales au Mali. Pour ce faire, nous procédons à des enquêtes qualitatives et quantitatives dans les deux pays d'origine et deux pays de destination (Etats-Unis et France). Le transfert de normes démocratiques est appréhendé à travers une série d'entretiens ethnographiques combinés à l'analyse d'enquêtes quantitatives menées lors du premier tour des élections présidentielles sénégalaise - et malienne ? - à la sortie des urnes en France et aux Etats-Unis auprès des migrants. Nous étudierons également les déterminants de l'accès à des fonctions électives locales ou nationales en nous penchant précisément sur le rôle

de l'expérience migratoire des individus et/ou de leurs proches. Ces travaux de recherche seront menés à partir du cas du Mali. Pour cela, plusieurs modules à l'enquête EMOP mise en œuvre par l'INSTAT malien (modules migration, participation politique, biens publics) ont été ajoutés à notre instigation. Enfin, l'influence de la gouvernance sur la sphère économique sera explorée à travers l'analyse de l'allocation des biens publics et des inégalités intra-communales.

Amorcé en 2011, le deuxième projet concerne Madagascar et fait partie du vaste programme *Gouvernance, Institutions et Croissance de long terme* commandité par l'AFD. Il s'agit d'analyser les trajectoires économiques et politiques et leurs inter-relations sur longue période dans une dizaine de pays, chaque équipe développant sa propre méthodologie suivant une approche multidisciplinaire. Dans le cas malgache, la trajectoire économique se caractérise par une tendance récessive qui perdure depuis des décennies. Cette inexorable régression est loin de s'expliquer par les seuls choix de politiques économiques. De plus, à chaque fois que le pays a connu une accélération de la croissance, celle-ci s'est soldée par une crise politique majeure qui a remis en question la dynamique positive amorcée. Trois entrées ont été retenues pour identifier les facteurs à l'origine de ce paradoxe malgache : la première est macroscopique et historique afin de mettre en relation l'évolution économique et celle du contexte sociopolitique sur plus de cinquante ans ; la deuxième est microéconomique et sociopolitique avec l'objectif d'analyser les facteurs ayant entraîné les soulèvements successifs du point de vue de la population partant d'une série d'enquêtes statistiques sur ses perceptions et ses aspirations ; enfin, la dernière se propose d'étudier spécifiquement le mode de reproduction des élites et leur rôle dans le processus de développement en adoptant une approche méso et sociologique.

Enfin, le troisième grand projet qui débute cette année s'intitule NOPOOR (*Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty*), programme de recherche international financé par la Commission européenne et impliquant une vingtaine d'institutions de recherche. Un des volets de ce programme porte sur la thématique de la gouvernance et a pour objectif d'étudier les liens entre la faiblesse des institutions et la pauvreté. Les travaux menés par DIAL dans ce cadre porteront sur Madagascar, le Vietnam et le Pérou. Ils se pencheront en particulier sur le fonctionnement des services publics, sur la participation de la population (notamment des pauvres) et identifieront les interactions entre la pauvreté et la qualité des institutions pour analyser l'éventuel cercle vicieux dans lequel les pauvres sont enfermés. Les recherches mobiliseront des données d'enquêtes statistiques recueillant le point de vue et les compor-

tements de la population, ainsi que des entretiens qualitatifs. Partant d'une évaluation des connaissances acquises sur chaque thématique, le projet vise à développer des approches novatrices, avec une dimension comparative.

**Lisa Chauvet,
Emmanuelle Lavallée,
Mireille Razafindrakoto,
et François Roubaud**

Références

Algan Y. et Cahuc P. (2007), *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Editions Rue d'Ulm, Paris.

André P. et Mesplé-Somps S. (2011), « Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996-2004 », *Document de travail DIAL*, DT/2011/04, Paris.

Chauvet L. et Collier P. (2009), « Elections and economic policy in developing countries », *Economic Policy* 24, pp. 509-550.

Chauvet L. et Mercier M. (2012), « Migration and Elections in Mali. Does migration promote democratization in Africa? », *Document de travail DIAL*, DT/2012/01, Paris.

Cling J.-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2009), *La Banque mondiale : A la recherche d'un modèle de développement et le cas du Vietnam*, Editions Tri Thuc, Hanoï (ouvrage paru en vietnamien).

Culas C., Massuyeau B., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2012), « Un état des lieux des conditions de vie des groupes ethniques au Viêt Nam : approches économique et socio-anthropologique », in Lagrée S. (ed.), *Différenciation sociale et inégalités : Approches méthodologiques et transversales sur les questions de genre et d'ethnicité*, Edition de l'AFD, Hanoï (à paraître).

Dang Giang, Nguyen ThiKieuVien, Nguyen Thuy Hang, Razafindrakoto M., Roubaud F. et Salomon M. (2011), *Youth integrity in Vietnam : Piloting transparency international's youth integrity survey*. Cecodes, DIAL, Live and Learn Transparency International, Towards Transparency, Hanoï.

Herrera J. (2010), « La democracia y la gobernabilidad en el Perúsegún los pobres y no pobres, evolución 2004 – 2010 », *présentation au séminaire "Gobernabilidad, Democracia y Participación Ciudadana en los paísesandinos"*, CAN, Coopération française, IRD, Lima.

Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2008), « Poverty, Governance and Democratic Participation in Francophone Africa and the Andean Region », *OECD Journal on Development*, Vol.9, No. 2, pp.99-118.

Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2007), « Governance, Democracy and Poverty Re-

duction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America », *International Statistical Review*, 75(1), pp.70-95.

Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2006), « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté: Enseignements tirés des enquêtes officielles auprès des ménages en Afrique francophone et dans la Communauté andine », *Dialogue* No. 24, Janvier, pp.2-7.

Johnson S., Kaufmann D. et Shleifer A. (1997), « The Unofficial Economy in Transition », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2, pp. 159-239.

Kaufmann D. et Wei S.-J. (1999), « Does "grease money" speed up the wheels of commerce? », *The National Bureau of Economic Research Working Paper*, No. 7093, Washington D.C.

Kuepié M., Lavallée E., Razafindrakoto M., Roubaud F. et Sougane A. (2009), « Multiples dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie : le point de vue de la population malienne. Enquête ELIM2006, premiers résultats », CEPS, DIAL, INSTAT, Luxembourg, Paris, Bamako.

Lavallée E. (2006), « Corruption et confiance dans les institutions politiques : test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines », *Afrique Contemporaine*, Vol. 4, No. 220, pp.

Lavallée E., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2008), « Corruption and trust in political institutions in Sub-Saharan Africa », *Document de travail DIAL*, DT/2008/07, Paris.

Lavallée E., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2010), « Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines », *Revue d'économie du développement*, vol. 24, No.3, pp. 5-47.

Lavallée E., et Roubaud F. (2011), « La corruption influence-t-elle les performances économiques du secteur informel ? Micro-données d'Afrique subsaharienne », in Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. et F. Roubaud, *L'économie informelle dans les pays en développement*, chapitre 1.1, Edition de l'AFD, Paris (à paraître).

Le Dang Trung, Pham Hung, Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2008), *Impact evaluation of the Program P135 Phase 2: Analysis of the P135-II Baseline Survey: Final Report*, Committee for Ethnic Minority Affairs (CEMA) et le PNUD, Hanoï.

Lui F.T. (1985), « An equilibrium queuing model of bribery », *Journal of Political Economy*, 93, pp. 760-781.

OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Edition de l'OCDE, Paris.

Razafindrakoto M., Razafindrakoto D. et Wachsberger J.-M. (2008), « Madagascans and Democracy: Principles, Practice and Participation: First Results of Afrobarometer 2008 Surveys in Madagas-

car », *Afrobarometer Briefing Paper* N64 (www.afrobarometer.org/papers).

Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2010), « Are International Databases on Corruption reliable? A comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa », *World Development*, August, 38(8), pp. 1057-1069.

Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2006), « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from the 1-2-3 surveys in francophone Africa », *African Statistical Journal* Vol. 2, May, pp. 43-82.

Razafindrakoto M., Roubaud F. et Salomon M. (2011), *Vietnam country analysis of the views and experiences of urban citizens*, DIAL, Transparency International, Towards Transparency, Hanoi.

Rodriguez J. et Wachsberger J.-M. (2009), « Mesurer la confiance, dénoncer la défiance : deux éco-

nomistes au chevet du modèle social français », *Revue française de sociologie*, No.50-1, pp. 151-176.

Rose-Ackerman S., ed. (2006), *International Handbook on the economics of Corruption*, Edward Elgar, Cheltenham et Northampton.

Roubaud F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, L'Harmattan / Tsipika, Paris, Antananarivo.

Roubaud F. (2000), « Les élections présidentielles à Madagascar 1992-1996 : un essai de géographie électorale », in Roubaud F., op.cit, chapitre I, pp.21-59.

Stiglitz J., Sen A. et Fitoussi J.-P. (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Éditions Odile Jacob, Paris.

Zoellick R.B. (2011), « Moyen Orient et Afrique du Nord : Un nouveau contrat social pour le développement », discours prononcé au Peterson Institute for International Economics, 6 avril.

Programmes de recherche en cours

Le projet NOPOOR

Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty

Un consortium mené par l'UMR DIAL a remporté l'appel 'Tackling Poverty in a Development context', dans le cadre du programme SSH (Social Sciences and Humanities) du 7ème PCRD. Le projet a démarré le 1er avril 2012, à l'issue de 8 mois de négociations qui ont permis de préciser la centaine d'activités de recherche contenues dans ce projet. Le consortium compte 20 institutions universitaires et de recherche (y compris l'IRD et l'université Paris Dauphine) dans 17 pays sur quatre continents. Plus de cent chercheurs participeront donc à ce projet qui durera cinq ans.

NOPOOR adopte une vision globale de la pauvreté, dans toutes ses dimensions et aussi dans ses processus et sa dynamique. On sait que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel, ce sur quoi portent les recherches les plus récentes, comme l'indice multidimensionnel de la pauvreté mis en œuvre dans plusieurs pays. Cependant, il reste à explorer des dimensions de la pauvreté, y compris non monétaires, comme par exemple le rôle des réseaux sociaux, les phénomènes de ségrégation urbaine ou les conditions d'accès aux nouvelles technologies, pour ne citer que quelques exemples. Cette approche dynamique nous amène à étudier plus largement la formation des inégalités, en prenant en compte les dimensions politiques et les effets de la globalisation.

Le politique tient une grande place dans l'explication de la formation des inégalités et donc comme facteur expliquant la pauvreté. Les dimensions politiques,

internationales, nationales et locales, font l'objet d'un intérêt particulier dans le projet NOPOOR avec notamment les relations entre régimes politiques et choix économiques et leurs conséquences sur la répartition des revenus. L'impact de l'aide internationale et la montée de nouveaux acteurs de l'aide, celui du commerce international et plus généralement de la globalisation sur la pauvreté sont également étudiés.

Ce projet collectera un grand nombre de données originales sur les terrains des différents partenaires. NOPOOR contribuera aussi à améliorer les méthodes de collecte, qualitatives et quantitatives et, dans cet esprit, développera un partenariat avec les Instituts de Statistique de différents pays du Sud.

L'un des objectifs des programmes du PCRD est de fournir aux politiques de nouvelles analyses et des connaissances améliorées des phénomènes sur lesquels ils puissent agir, en leur donnant les clés nécessaires à la mise en œuvre de politiques plus efficaces. Dans cet esprit, NOPOOR développera des études comparatives et étudiera en particulier les conditions de succès de politiques de lutte contre la pauvreté dans certains pays et les moyens de les mettre en application dans d'autres pays. Un effort particulier de dissémination des résultats de la recherche dans les pays partenaires et au niveau international sera entrepris. La formation de capacités de recherche est également un objectif prioritaire de NOPOOR, avec la formation de nombreux étudiants et chercheurs des institutions partenaires.

Liste des Work Packages du projet NOPOOR

WP1: Management of the consortium

WP2:Scientificcoordination

WP3:Poverty: dimensions, processes and interactions

WP4:Impact of international aid on poverty

WP5:Impact of globalisation and international migration on poverty

WP6:Inclusion/exclusion in social networks, work and cities

WP7:Education and social protection to alleviate poverty

WP8:States and political systems

WP9:Emergingissues and prospective

WP10:Policyrecommendations

WP11:Dissemination and Awareness Raising

WP12: Training and capacity building

Partenaires du projet NOPOOR

1. DIAL (Institut de Recherche pour le Développement, et Université Paris Dauphine)
2. German Institute of Global and Area studies (GIGA)
3. Kiel Institute for the World Economy (IfW)
- 4.University of Oxford, Centre for the Study of African Economies (CSAE)
5. UniversidadAutonoma de Madrid
6. Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Centre for Research in Economic Development (CRED)
7. Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques, Luxembourg (CEPS)
- 8.The Vienna Institute for Urban Sustainability (OIKODROM)
9. Grupo de Análisis para el Desarrollo, Lima (GRADE)
10. Universidade Federal do Rio de Janeiro
11. Universidad de Chile
12. Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (ISTEM-EGAP)
13. Consortium pour la Recherche et Sociale, Dakar (UCAD, CRES)
- 14.Ghana Centre for Democracy and Development (CDD)
- 15.University of Cape Town, Southern Africa Labour and Development Research Unit (SALDRU)
16. Université d'Antananarivo, Centre d'Etudes Economiques (CEE)
17. Vietnamese Academy of Social Sciences (VASS-CAF)
18. Centre For Development Economics, Delhi School of Economics (CDE)
19. Centre National de Recherche Scientifique (US3330 Savoirs et Mondes Indiens), Delhi

Le scrutin présidentiel sénégalais

Une forte mobilisation des migrants sénégalais en France comme aux Etats-Unis.

Dans le cadre du projet ANR Polecomi (*POLitical ECOnomy consequences of international MIgration for origin countries. Senegalese and Malian case studies*), un sondage sortie des urnes a été réalisé le 26 février dernier auprès de membres de la communauté sénégalaise en France et aux Etats-Unis, à l'occasion du premier tour des élections présidentielles sénégalaises. Ce travail s'inscrit dans le prolongement du programme « Associations de migrants, gouvernance et biens publics locaux – Mali, Sénégal (GLAMMS) ».

Au total, 550 électeurs sénégalais résidant en région parisienne, au Havre, à Marseille ou à New-York ont été interrogés sur leur engagement politique, associatif ou syndical "ici et là-bas", ainsi que sur leurs opinions politiques et les éventuelles consignes de vote adressées à leurs proches au Sénégal. L'objectif de ce travail est de comprendre les pratiques de transnationalisme politique des migrants et de voir dans quelle mesure ces derniers tentent d'influencer directement les comportements politiques de leurs proches restés au pays.

Bien que le traitement des données issues de ce sondage n'en soit qu'à ses débuts, les premiers résultats soulignent l'engagement fort des sondés pour la vie politique du Sénégal. Parmi les votants interrogés en France, en effet, 25,4 % déclarent être (ou avoir été) adhérents d'un parti politique sénégalais (cette proportion atteint 29,7 % aux Etats-Unis). En outre, respectivement 29,7 % et 28,3 % des sondés se déclarent sympathisants du Mouvement du 23 juin (M23) et du mouvement contestataire Y'en a marre qui se sont l'un et l'autre fermement opposés à la candidature d'Abdoulaye Wade à un troisième mandat (contre 23,1 % et 18,6 % aux Etats-Unis). C'est ainsi que seulement 11,0 % et 15,1 % des votants résidant en France et aux Etats-Unis se sentent proches du PDS, parti d'Abdoulaye Wade. Dans les deux pays d'accueil, c'est le parti de Macky Sall (APR, l'Alliance Pour la République) qui arrive en tête des préférences politiques des votants, talonné

de près par le PS pour les Sénégalais de France et l'AFP (Alliance des Forces du Progrès de Moustapha Niasse) pour ceux vivant aux Etats-Unis.

Les résultats montrent également l'intérêt marqué des électeurs sénégalais pour la vie politique de leur pays de résidence. En France, 44,9 % des sénégalais interrogés se déclarent sympathisants d'un parti politique français (38,2 % aux Etats-Unis) et, parmi ceux qui ont la double nationalité, 82,6 % sont inscrits sur les listes électorales françaises (91,7 % aux Etats-Unis). En grande majorité (53,4 %), les migrants de France déclarent être proches des idées du parti socialiste français, tandis qu'aux Etats-Unis, 41,2 % déclarent avoir des affinités avec le parti démocrate.

Les résultats montrent enfin que les sondés sont nombreux à essayer d'exercer une influence sur les pratiques politiques de leurs proches au pays : 66,1 % des migrants interrogés en France déclarent avoir encouragé les membres de leur famille d'origine à s'inscrire sur les listes électorales dans la perspective des élections présidentielles sénégalaises de 2012 (69,6 % aux Etats-Unis) et plus de 40 % d'entre eux a donné des consignes de vote. Dans l'autre sens, les migrants ont également reçu des consignes de vote de la part de membres de leur famille et/ou de leur leader religieux au pays, mais dans des proportions significativement moindres.

Nos travaux futurs vont permettre d'aller plus loin dans l'analyse en examinant *i/* si les migrants qui se sont déplacés pour aller voter ont des caractéristiques socio-économiques différentes de la population migrante sénégalaise, *ii/* si le comportement de vote de la diaspora est différent des résidents et, enfin, *iii/* si les comportements de vote dans les zones de migration se distinguent des autres zones du Sénégal.

**Contact : Equipe Polécomi
(L. Chauvet, J-Ph. Dedieu, F. Gubert et
S. Mesplé-Somps)**

Principales publications des membres de l'UMR, 2011

Bensidoun, I., Jean S., et Sztulman, A. (2011). "International trade and income distribution : reconsidering the evidence", *Review of World Economics* 147(4): 593-619

Berbain, S., Bourbonnais, R. et Vallin, P. (2011). Forecasting, Production and Inventory Management of Short Life-Cycle Products: Review of Literature and Case studies, *Supply Chain Forum: An International Journal*, 12(4): 84-111.

Bienaymé, A. (2011). "L'art de la réforme", *Societal* 74, 144p.

Bourbonnais, R. (2011). *Econométrie : manuel et exercices corrigés* (8ème édition), Paris, Dunod, 379p.

Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2011). "Aléas de carrière et pensions de retraite", *Economie et Statistique*, n°441-442: 145-158.

- Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S.** (2011). "Career interruptions: How do they impact pension rights?", *Geneva Papers on Risk and Insurance: Issues and Practice*, vol. 36: 440-457
- Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F.** (2011). "La Banque mondiale, entre transformations et résilience", *Critique internationale*, 2011/4, n° 53:43-65.
- Chauvet, L., Collier P., et Hoeffler, A.** (2011). "The cost of failing states and the limits to sovereignty" in *Fragile states. Causes, costs and responses*, W. Naudé, A. U. Santos-Paulino et M. McGillivray, Oxford University Press: 91-110.
- Cogneau, D. et Rouanet, L.** (2011). "Living conditions in Côte d'Ivoire and Ghana 1925-1985: What Do Survey Data on Height Stature Tell Us", *Economic History of Developing Regions* 26(2): 55-82.
- Daumal, M. et Ozyurt S.** (2011). "The Impact of International Trade Flows on Economic Growth in Brazilian States", *Review of Economics and Institutions* 2(1): 1-25.
- Gazaniol, A., Peltrault F., et al.** (2011). "Les performances des entreprises françaises implantées à l'étranger", *Economie et Statistiques* 435-436: 149-167.
- Gubert, F.** (2011). "Migrations, transferts et développement : le Mexique comme point de comparaison", in *Le Maghreb dans les relations internationales*, Mohsen-Finan K. (dir), CNRS Editions: 131-164.
- Gubert, F. et Nordman C. J.** (2011). "Return migration and small enterprise development in the Maghreb", in *Diaspora for Development*, Plaza. S. and Ratha. D. (Eds). Washington.
- Gürbüz, B. et Raffinot, M.** (2011). "Croissance et répartition des revenus en Turquie (1994-2005) : Quel impact sur la pauvreté ?", *Régions et Développement*, 34: 19-38.
- Legendre B.** (2011). "Inequalities between Retirees and Workers: an Empirical Model to Capture the Effect of Taxation", *Economics Bulletin*, 31(4): 2787-2798.
- Legendre B.** (2011) : La croissance du revenu des retraités en Europe peut-elle être considérée comme pro-pauvre? *Retraite et Société*, 60: 173-195.
- Merceron, S., Mesplé-Somps S., et Pasquier-Doumer L.** (2011). "Quelle stratégie d'échantillonnage pour évaluer l'impact d'un projet d'urbanisation dans un bidonville de Djibouti ?" in *Pratiques et méthodes de sondage*, M.-E. Tremblay, P. Lavallée et M. El haj Tirari, Dunod: 121-124.
- Mouhoud, E. M.** (2011). "Les limites des politiques de relocalisation", in *La France et ses multinationales : stratégie globale et intérêt national*. L. Q. Faibis, Jean-Michel. Paris, Xerfi: 181-200.
- Mouhoud E.M.** (2011). *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, Repères, La Découverte (troisième édition)
- Nordman, C. J. et Pasquier-Doumer L.** (2011). "Vocational education, on-the-job training and labour market integration of young workers in urban West Africa", Background paper 2012, Education for all global monitoring report.
- Muller C. et Nordman C.J.** (2011). "Intra-Firm Human Capital Externalities in Tunisia", *Journal of Development Studies*, 47(4): 657-675.
- Nordman, C.J., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F.** (2011). "Gender and Ethnic Earnings Gaps in Seven West African Cities", *Labour Economics*, 18, Supplement 1: S132-S145.
- Oudin X.** (2011). "Analyse du phénomène « Dividende démographique » ou comment le mettre au profit des sociétés" in *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne*, AFD, coll. A Savoir n°5: 40-46.
- Oudin X. et Bélanger D.** (2011). "Les migrations de cadres du Nord vers le Sud du Viêt-Nam après la réunification de 1976", in *Mémoires et démographie : Regards croisés au Sud et au Nord*, R. Marcoux (dir.), collection Cahiers du CIEQ, Presses de l'Université Laval, Québec: 332-343
- Razafindrakoto, M., Cling, J.-P., Culas, C., et Roubaud, F.** (2011). "Comment la transition économique est-elle vécue et perçue par la population ? Analyse de la complémentarité entre approches qualitative et quantitative", in *Transitions décrétées, transitions vécues. Du global au local : approches méthodologiques, transversales et critiques*, Lagrée, S., ed., Edition de l'AFD / Knowledge Publishing House, Paris: 181-259.
- Razafindrakoto, M., Cling, J.-P., Gironde, C. et Roubaud, F.** (2011). "Transitions sur le marché du travail : lectures macro et micro", in *Transitions décrétées, transitions vécues. Du global au local : approches méthodologiques, transversales et critiques*, Lagrée, S., ed., Editions de l'AFD / Knowledge Publishing House, Paris: 59-85
- Siroën, J.-M.** (2011). "Uma mundialização financeira em crise in A natureza social das finanças: fundos de pensão, sindicalistas e recomposição das elites", in Chaves Jardim, M., ed., Edusc- FAPESP: 47-69.
- Siroën, J.-M.** (2011). "Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d'un échec annoncé", *Négociations*, n°2, pp. 9-21.

Thèses soutenues en 2011

Rakotomanana, Faly Hery

Secteur informel urbain, marché du travail et pauvreté. Essais d'analyse sur le cas de Madagascar.

Directeur de thèse : Jean-Pierre Lachaud et François Roubaud

Rakoto-Tiana, Nelly

L'école primaire pour tous ? Politiques éducatives, demande d'éducation et travail des enfants à Madagascar.

Directeurs de thèse : François Roubaud et Flore Gubert

Thomas, Anne-Claire

Poverty, risk and insurance in rural Madagascar

Directeurs de thèse : Bruno Henry De Frahan et Flore Gubert